2011

PROFIL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Québec

2011

PROFIL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Ce document est produit par le ministère des Finances.

Les données présentées dans ce document sont celles qui étaient disponibles en date du 1er juin 2011.

Remerciements pour les photos paraissant en page 14 :
- Chantier du barrage et de l'évacuateur de crues de Romaine-2 - Hydro-Québec (à droite)
- Mine Raglan du Nunavik - Xstrata Nickel (en bas)

Pour information, s'adresser au :
Secrétariat général et coordination ministérielle

12, rue Saint-Louis, bureau 2.08
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 691-2250
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : sri@finances.gouv.qc.ca

Ce document est disponible sur Internet
www.finances.gouv.qc.ca

Abonnement disponible

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Juin 2011
ISBN 978-2-550-61897-3 (imprimé)
ISBN 978-2-550-61898-0 (PDF)

© Gouvernement du Québec

SECTIONS

1. **ÉCONOMIE**

LE QUÉBEC, UN ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES PAR EXCELLENCE

2. **FINANCES PUBLIQUES**

LE QUÉBEC, UNE GESTION PRUDENTE ET DISCIPLINÉE

3. **FINANCEMENT**

LE QUÉBEC, UNE PRÉSENCE CONTINUE SUR LES MARCHÉS CANADIEN ET INTERNATIONAUX

LE QUÉBEC POSSÈDE UNE ÉCONOMIE CRÉATIVE, INNOVATRICE, COMPÉTITIVE ET OUVERTE SUR LE MONDE.

LE QUÉBEC EN 2011

LE QUÉBEC D'AUJOURD'HUI

UNE ÉCONOMIE DYNAMIQUE, UN VASTE TERRITOIRE, DES RESSOURCES NATURELLES ABONDANTES, UNE GESTION RIGOUREUSE DES FINANCES PUBLIQUES ET UN CAPITAL HUMAIN REMARQUABLE

1.

PREMIER AU CANADA EN RAISON DE SA SUPERFICIE, LE QUÉBEC SE CLASSE AU DEUXIÈME RANG DES PROVINCES SUR LA BASE DE SA POPULATION DE PRÈS DE 8 MILLIONS D'HABITANTS.

2.

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DU QUÉBEC EST DE 320 MILLIARDS DE DOLLARS, CE QUI REPRÉSENTE 20 % DE L'ÉCONOMIE DU CANADA.

3.

PORTE D'ENTRÉE NATURELLE DU CONTINENT NORD-AMÉRICAIN, LE QUÉBEC OFFRE, GRÂCE À SA PARTICIPATION À L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN (ALENA), UN ACCÈS PRIVILÉGIÉ À UN MARCHÉ DE 460 MILLIONS DE CONSOMMATEURS.

4.

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC S'EST ENGAGÉ À RETOURNER À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE EN 2013-2014, TOUT EN PRÉSERVANT LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS.

5.

INVESTIR AU QUÉBEC, C'EST PROFITER D'UN TRAITEMENT FISCAL COMPÉTITIF, FAVORABLE À L'INVESTISSEMENT, ET DE FAIBLES COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION POUR LES ENTREPRISES.

6.

LE QUÉBEC SE DISTINGUE PAR SA MAIN-D'ŒUVRE FORTEMENT SCOLARISÉE, AINSI QUE PAR SON POTENTIEL REMARQUABLE DE DÉVELOPPEMENT DES SECTEURS DE POINTE ET D'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES.

4 000 KM
3 000 KM
2 000 KM
1 000 KM
CANADA
VANCOUVER
CALGARY
QUÉBEC
QUÉBEC
MONTRÉAL
TORONTO
BOSTON
NEW YORK
DÉTROIT
CHICAGO
WASHINGTON
1 000 KM
ÉTATS-UNIS
LOS ANGELES
ATLANTA
2 000 KM
MEXIQUE
MEXICO
3 000 KM
4 000 KM

ÉCONOMIE

5 Perspectives économiques

6 Une économie forte de son capital humain

7 Une économie innovatrice

8 Une économie axée sur les hautes technologies

10 Une économie compétitive

11 Une économie ouverte sur le monde

12 Des ressources naturelles abondantes

14 Le Plan Nord

15 Hydro-Québec

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

LE QUÉBEC SOLIDEMENT INSTALLÉ SUR LE SENTIER DE LA CROISSANCE

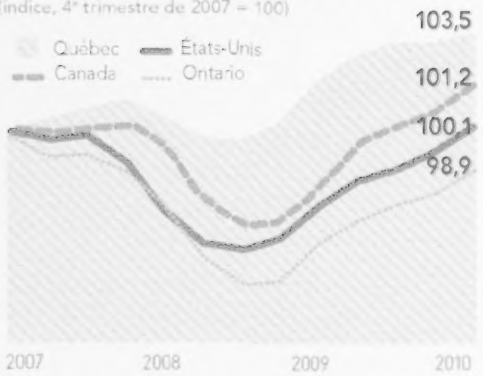
Le Québec est sorti de la récession plus vite et plus fort que ses principaux partenaires économiques nord-américains. Entre la fin de 2007 et le début de 2011 :

- le PIB réel du Québec a affiché une croissance de 3,5 %, comparativement à 1,2 % au Canada et à 0,1 % aux États-Unis;
- l'emploi a progressé de 2,3 % au Québec, contre 1,7 % au Canada et 1,2 % en Ontario.

Après un rebond de 2,8 % en 2010, le PIB réel du Québec devrait croître de 2,0 % en 2011 et de 2,2 % en 2012, pour ainsi retrouver un rythme comparable à son potentiel historique.

- La force de la demande intérieure continuera de soutenir la croissance économique du Québec en 2011 et en 2012. Elle reposera à la fois sur la vigueur de la consommation des ménages et sur le niveau d'investissement des entreprises.
- Les exportations du Québec seront stimulées par la vitalité des économies partenaires et la vigueur de la demande mondiale en matière de ressources naturelles.

PIB RÉEL – QUÉBEC ET SES PRINCIPAUX PARTENAIRES
(indice, 4e trimestre de 2007 = 100)

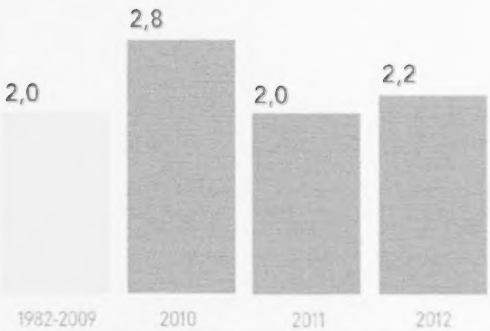


SOURCES : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, STATISTIQUE CANADA, MINISTÈRE DES FINANCES DE L'ONTARIO ET IHS GLOBAL INSIGHT

INDICATEURS ÉCONOMIQUES
(variation en pourcentage)

QUÉBEC	2010	2011	2012
Produit intérieur brut réel	2,8	2,0	2,2
Produit intérieur brut	4,6	3,9	4,4
Consommation réelle	3,7	2,2	1,6
Mises en chantier (en milliers)	51,4	45,1	41,0
Investissements non résidentiels réels	6,7	8,2	3,6
Exportations totales réelles	0,3	3,4	4,4
Taux de chômage	8,0	7,7	7,5
Création d'emplois (en milliers)	66,7	55,4	40,5
Indice des prix à la consommation	1,2	2,7	2,7
CANADA	**2010**	**2011**	**2012**
Bons du Trésor – 3 mois (%)	0,6	1,4	2,7
Obligations – 10 ans (%)	3,2	3,6	4,6
Dollar canadien (en cents US)	96,5	100,4	99,6

PIB RÉEL – QUÉBEC
(croissance en pourcentage)



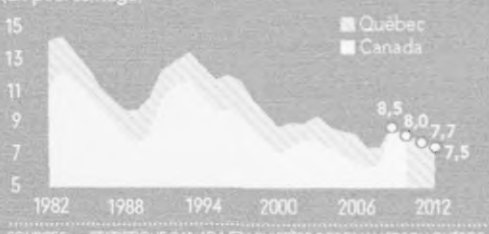
SOURCES : STATISTIQUE CANADA, INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

UN MARCHÉ DU TRAVAIL ROBUSTE

LA PERFORMANCE RÉCENTE DU MARCHÉ DU TRAVAIL AU QUÉBEC A ÉTÉ REMARQUABLE.

- LE TAUX DE CHÔMAGE A DIMINUÉ, POUR S'ÉTABLIR À 8,0 % EN 2010, SOIT UN NIVEAU IDENTIQUE À CELUI DU CANADA. IL S'AGIT D'UNE PREMIÈRE DEPUIS QUE CES STATISTIQUES EXISTENT. IL DEVRAIT CONTINUER DE DIMINUER, POUR S'ÉTABLIR À 7,5 % EN 2012.
- DE PLUS, LE TAUX D'ACTIVITÉ ET LE TAUX D'EMPLOI ONT ÉGALEMENT REJOINT LA MOYENNE CANADIENNE. IL S'AGIT D'UNE AMÉLIORATION IMPORTANTE PAR RAPPORT À LA SITUATION DES DERNIÈRES DÉCENNIES.

TAUX DE CHÔMAGE AU QUÉBEC ET AU CANADA
(en pourcentage)



SOURCES : STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

UNE ÉCONOMIE FORTE DE SON CAPITAL HUMAIN

La main-d'œuvre québécoise est constituée d'un important bassin de travailleurs qualifiés, scolarisés et expérimentés.

UNE ÉCONOMIE QUI ENCOURAGE LA VENUE DE TRAVAILLEURS QUALIFIÉS ET LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS EXPÉRIMENTÉS

Le Québec attire près de 50 000 immigrants par année en provenance de tous les pays, ce qui contribue à renforcer son bassin de main-d'œuvre qualifiée. Il a conclu des ententes avec l'Ontario et la France pour favoriser la mobilité de la main-d'œuvre.

Le Québec mise également sur le savoir-faire des travailleurs expérimentés. Ainsi, un crédit d'impôt sur le revenu de travail sera mis en place à compter de 2012 pour les travailleurs de 65 ans ou plus.

De plus, les entreprises bénéficient d'un crédit d'impôt remboursable pour la formation de la main-d'œuvre dans les secteurs manufacturier, minier et forestier.

UNE POPULATION QUÉBÉCOISE QUI MAÎTRISE PLUSIEURS LANGUES

- Près de la moitié de la population du Québec maîtrise au moins deux langues : 36 % est bilingue et 11 % est trilingue.
- Deuxième plus grande ville francophone au monde après Paris, Montréal est une métropole cosmopolite qui réunit pas moins de 80 ethnies. La région métropolitaine compte près de 4 millions d'habitants.

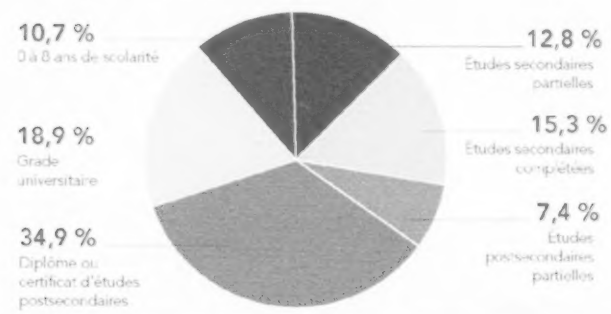
UNE MAIN-D'ŒUVRE INSTRUITE

LE QUÉBEC DISPOSE D'UN BASSIN DE TRAVAILLEURS INSTRUITS.

- 76 % DE LA MAIN-D'ŒUVRE QUÉBÉCOISE DÉTIENT UN DIPLÔME D'ÉTUDES SECONDAIRES OU POSTSECONDAIRES.
- 19 % DE LA POPULATION EN ÂGE DE TRAVAILLER DÉTIENT UN GRADE UNIVERSITAIRE.

RÉPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DU QUÉBEC SELON LE NIVEAU DE SCOLARITÉ – 2010

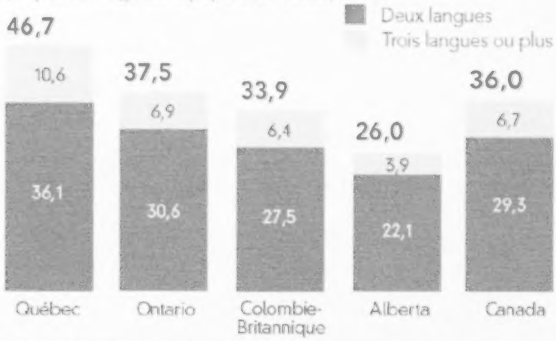
(en pourcentage de la population de 15 ans et plus)



SOURCE : STATISTIQUE CANADA

CONNAISSANCE DE DEUX LANGUES OU PLUS

(en pourcentage de la population totale)



SOURCE : STATISTIQUE CANADA, RECENSEMENT DE 2006

UNE ÉCONOMIE INNOVATRICE

Plus de 1 milliard de dollars additionnels seront investis en trois ans dans la recherche et l'innovation au Québec.

UN CHEF DE FILE PARMI LES PAYS INDUSTRIALISÉS

En 2008, le Québec a consacré 2,6 % de son PIB à la R-D, soit le niveau le plus élevé parmi les provinces canadiennes.

- Ce taux surpasse également le taux moyen des pays de l'OCDE, du G8 et de l'Union européenne.

DÉPENSES EN R-D AU CANADA : LE QUÉBEC SE DÉMARQUE

Le Québec affiche une croissance plus rapide de ses dépenses en R-D que les autres provinces canadiennes.

- Depuis 1983, les dépenses en R-D au Québec, exprimées en pourcentage du PIB, ont crû de 3,6 % en moyenne par année, comparativement à 2,0 % en Ontario et à 1,3 % dans l'ensemble du Canada.
- Depuis 1995, le Québec est la province qui, en proportion de son PIB, enregistre le plus haut niveau de dépenses en R-D au Canada.

UN TRAITEMENT FISCAL QUI FAVORISE L'INNOVATION

Les dépenses des entreprises en R-D bénéficient d'un traitement fiscal avantageux.

- Il est le plus compétitif au Canada pour la petite et moyenne entreprise et l'un des plus concurrentiels parmi les pays du G8 pour la grande entreprise.

Le gouvernement renforce son soutien à la recherche et à l'innovation. L'an dernier, il a annoncé des investissements de 1,1 milliard de dollars, sur trois ans, notamment pour l'actualisation et la prolongation des programmes de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation.

DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES EN R-D – 2008
(en pourcentage du PIB)

Québec	2,6
Canada	1,9
Ontario	2,4
G8	2,5
OCDE	2,3
Union européenne	1,8

SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

CAPITAL DE RISQUE : UNE STRATÉGIE QUI PORTE SES FRUITS

LE QUÉBEC A ADOPTÉ UNE STRATÉGIE AGRESSIVE AFIN DE SE DOTER D'UNE INDUSTRIE DU CAPITAL DE RISQUE PLUS DIVERSIFIÉE ET DAVANTAGE APPUYÉE SUR LE FINANCEMENT PRIVÉ.

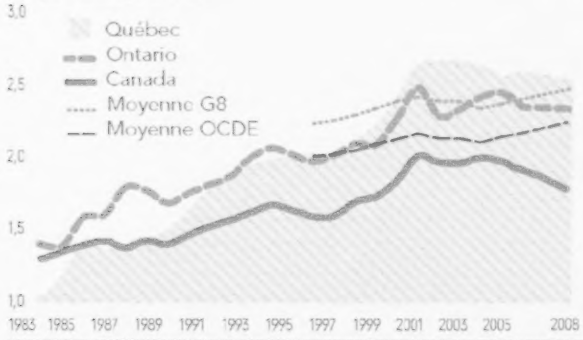
LA STRATÉGIE A PERMIS D'AUGMENTER ET DE DIVERSIFIER LES SOURCES DE FINANCEMENT POUR LES ENTREPRISES TECHNOLOGIQUES QUÉBÉCOISES, ET LES RÉSULTATS SONT PROBANTS.

- EN 2010, LE QUÉBEC A TERMINÉ AU DEUXIÈME RANG AU CHAPITRE DES SOMMES INVESTIES EN CAPITAL DE RISQUE AU CANADA. LES 391 MILLIONS DE DOLLARS INVESTIS AU QUÉBEC REPRÉSENTENT 34 % DES SOMMES TOTALES INVESTIES AU CANADA AU COURS DE L'ANNÉE, SOIT UNE PROPORTION SUPÉRIEURE À CELLE DU PIB DU QUÉBEC DANS L'ÉCONOMIE CANADIENNE, SOIT 20 %.
- DE 2002 À 2010, LA PROPORTION DES INVESTISSEMENTS PRIVÉS OU ÉTRANGERS DANS LE FINANCEMENT DU CAPITAL DE RISQUE AU QUÉBEC EST PASSÉE DE 49 % À 60 %.

LES MESURES IMPORTANTES ANNONCÉES DANS LES BUDGETS 2009-2010 ET 2011-2012 CONSOLIDERONT, POUR LES ANNÉES À VENIR, LE VIRAGE ENTREPRIS À L'ÉGARD DU CAPITAL DE RISQUE :

- LA CRÉATION D'UN FONDS DE 825 MILLIONS DE DOLLARS POUR LE FINANCEMENT DE FONDS DE CAPITAL DE RISQUE;
- UN INVESTISSEMENT DE 125 MILLIONS DE DOLLARS POUR LA CRÉATION DE TROIS FONDS D'AMORÇAGE;
- UN INVESTISSEMENT DE 30 MILLIONS DE DOLLARS POUR LA CRÉATION D'UN FONDS D'ANGES INVESTISSEURS CONSACRÉ À L'AMORÇAGE ET AU DÉMARRAGE D'ENTREPRISES TECHNOLOGIQUES.

DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES EN R-D – 1983 À 2008
(en pourcentage du PIB)



SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

COÛT NET D'UNE DÉPENSE EN R-D POUR UNE GRANDE ENTREPRISE[1][2]
(en dollars)

(1) Plus l'indice est bas, plus les mesures d'aide sont importantes.
(2) Taux en vigueur en 2008 pour les pays. Taux en vigueur au 1er janvier 2011 pour le Québec.

SOURCE : SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INDUSTRIE : PERSPECTIVES DE L'OCDE, ÉDITION 2010

UNE ÉCONOMIE AXÉE SUR LES HAUTES TECHNOLOGIES

Les technologies de pointe contribuent positivement à l'économie du Québec.

LES SCIENCES DE LA VIE

L'industrie pharmaceutique emploie plus de 8 000 personnes au Québec. Parmi les plus grandes sociétés pharmaceutiques au monde, 24 ont des centres de recherche ou de fabrication, ou un siège social canadien au Québec. Près du tiers de la production des produits pharmaceutiques et des médicaments canadiens est faite au Québec.

Le Québec occupe une position importante en Amérique du Nord dans le secteur de la biotechnologie. Plus de la moitié des firmes de biotechnologie québécoises se spécialisent en santé humaine.

- Theratechnologies, une entreprise de biotechnologie québécoise, a obtenu en décembre 2010 l'approbation de la Food and Drug Administration (FDA) pour le produit Egrifta[MC], qui demeure le premier et le seul traitement de l'excès de graisse abdominale chez les patients atteints de lipodystrophie associée au VIH.

Par ailleurs, plusieurs firmes québécoises de biotechnologie mettent au point des procédés visant l'amélioration de la nutrition humaine, l'amélioration des techniques agricoles et agroalimentaires, et la valorisation des résidus industriels.

- Marinard Biotech commercialise, sous la marque Kitomer[MC], une fibre biologique naturelle de première qualité, le chitosane, issue de la transformation de la crevette.

L'industrie du matériel médical est en pleine croissance. Au Québec, ce sont plus de 115 entreprises, en majorité des PME, qui emploient à elles seules près de 5 500 personnes. Plusieurs multinationales ont d'ailleurs choisi le Québec pour s'y établir, dont 3M, Baxter International, Becton Dickinson, Covidien, Medtronic et Zimmer.

- En 2008, Medtronic a acquis Cryocath, une entreprise québécoise, ce qui lui a permis de se doter d'une technologie innovatrice pour le traitement permanent et sécuritaire de l'arythmie cardiaque par cryoablation. La technologie a été homologuée en Europe et l'entreprise a reçu, en décembre 2010, l'autorisation de commercialisation aux États-Unis.

L'AÉROSPATIALE

LES AVIONS ET PIÈCES REPRÉSENTENT 16,7 % DU VOLUME DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DE MARCHANDISES DU QUÉBEC.

LE SECTEUR DE L'AÉRONAUTIQUE EMPLOIE PRÈS DE 40 000 TRAVAILLEURS AU QUÉBEC. CE SECTEUR A RÉALISÉ DES VENTES DE PRÈS DE 10,9 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2010.

- PLUS DE 50 % DE LA MAIN-D'ŒUVRE CANADIENNE EN AÉRONAUTIQUE TRAVAILLE AU QUÉBEC.
- PRÈS DE 70 % DES PRODUITS AÉRONAUTIQUES LIVRÉS PAR LE CANADA PROVIENNENT DU QUÉBEC.

L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE DE L'AÉRONAUTIQUE REGROUPE PRÈS DE 230 ENTREPRISES SPÉCIALISÉES DANS LA FABRICATION D'AVIONS, D'HÉLICOPTÈRES, DE MOTEURS, DE PIÈCES ET DE SIMULATEURS DE VOL. PLUSIEURS D'ENTRE ELLES OCCUPENT UNE POSITION DOMINANTE DANS LEUR SECTEUR D'ACTIVITÉ SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE :

- BOMBARDIER AÉRONAUTIQUE, CHEF DE FILE DU MARCHÉ DES AVIONS RÉGIONAUX ET D'AFFAIRES;
- BELL HELICOPTER TEXTRON CANADA, ACTEUR MAJEUR DANS LA FABRICATION D'HÉLICOPTÈRES CIVILS;
- PRATT & WHITNEY CANADA, CHEF DE FILE DANS LA CONCEPTION ET LA PRODUCTION DE MOTEURS D'AVIONS RÉGIONAUX ET D'HÉLICOPTÈRES, ET DE TURBINES DE PETITE ET MOYENNE PUISSANCE POUR LES AVIONS D'AFFAIRES.

AINSI, SUR L'ÉCHIQUIER INTERNATIONAL, LA GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL EST RECONNUE COMME L'UN DES GRANDS CENTRES MONDIAUX DE L'AÉRONAUTIQUE, AU MÊME TITRE QUE SEATTLE, TOULOUSE ET WICHITA.

LES TECHNOLOGIES VERTES

Le Québec adhère aux plus hauts standards de protection de l'environnement. Il dispose d'une énergie propre, l'hydroélectricité, qui laisse une faible empreinte carbone sur les produits fabriqués au Québec.

Le gouvernement du Québec s'est résolument positionné sur cette voie, en mettant en place une stratégie de développement de l'industrie québécoise des technologies vertes.

- Le Québec sera l'un des rares territoires d'Amérique du Nord à avoir réduit ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 6 % en 2012 par rapport à leur niveau de 1990. Il s'engage également à atteindre 20 % de réduction d'ici 2020.
- Le gouvernement du Québec a mis en place des mesures pour accélérer l'arrivée des véhicules électriques, favoriser le développement des biocarburants et développer une filière solaire.

Plusieurs firmes québécoises ont développé des technologies vertes uniques qui leur permettent de détenir une position enviable sur le marché international de l'environnement.

- Filière de la bioénergie : la firme BIOCARDEL a développé une technologie innovatrice de production de biodiesel à partir d'huiles usées; Bio-Terre Systems Inc. a développé une technologie unique de digestion anaérobie à basse température; Enerkem est devenu un chef de file mondial de la production d'éthanol cellulosique de deuxième génération.
- Filière de l'eau : la firme Premier Tech Aqua est le chef de file international des technologies de traitement autonome et décentralisé des eaux usées; H2O Innovation, bien implantée aux États-Unis et récemment en Inde, offre des technologies membranaires des plus avancées pour la production d'eau potable et le traitement d'eaux usées.

L'OPTIQUE-PHOTONIQUE

Au Québec, l'industrie de l'optique-photonique s'appuie sur un réseau constitué d'entreprises, de centres de recherche industriels et universitaires, de centres de formation de la main-d'œuvre et d'organismes de promotion économique.

L'industrie québécoise de l'optique-photonique compte plusieurs firmes de renommée internationale :

- Avensys, acteur dominant dans la production et la mise en marché de composants optiques;
- ABB Bomem, spécialiste dans les analyseurs pour les procédés industriels;
- Creaform, entreprise reconnue mondialement pour ses solutions numériques 3D;
- Photon etc., spécialiste en instrumentation scientifique et manufacturier d'une caméra hyperspectrale conçue pour plusieurs marchés. La firme possède deux entreprises : Savoir Photonique, reconnue dans le domaine minier, et Nüvü Caméra, reconnue pour sa caméra astronomique la plus sensible au monde et dont le principal client est la NASA;
- l'Institut national d'optique (INO), chef de file canadien reconnu dans le domaine de la conception et du développement de technologies et de solutions optiques et photoniques.

LA FILIÈRE ÉOLIENNE AU QUÉBEC

AMORCÉE EN 2003, LA MISE EN VALEUR DE L'IMMENSE POTENTIEL ÉOLIEN DU QUÉBEC A PERMIS DE VOIR ÉMERGER UNE FILIÈRE REMARQUÉE EN AMÉRIQUE DU NORD. GRÂCE AUX INVESTISSEMENTS DE PRÈS DE 10 MILLIARDS DE DOLLARS ANNONCÉS EN 2010, QUI SERONT RÉALISÉS D'ICI 2015 POUR L'INSTALLATION DE 4 000 MW, CE SECTEUR EST EN PLEIN ESSOR. L'INDUSTRIE ÉOLIENNE QUÉBÉCOISE COMPTE PLUS DE 150 ENTREPRISES EMPLOYANT PRÈS DE 4 000 PERSONNES ET DONT PLUSIEURS SONT DES ACTEURS MAJEURS DE CE SECTEUR SUR LA SCÈNE MONDIALE.

- ENERCON, CINQUIÈME FABRICANT MONDIAL D'ÉOLIENNES, A INSTALLÉ UNE USINE DE TOURS DE BÉTON ET D'ASSEMBLAGE DE CONVERTISSEURS À MATANE. SON PREMIER CENTRE DE FABRICATION EN AMÉRIQUE DU NORD. SON SIÈGE SOCIAL NORD-AMÉRICAIN EST SITUÉ À MONTRÉAL.
- LM WIND POWER DOMINE LE MARCHÉ MONDIAL DE FABRICATION DE PALES. SITUÉE À GASPÉ, L'USINE DE 345 EMPLOYÉS EST, DEPUIS 2006, LA SEULE USINE DE PALES AU CANADA.
- MARMEN EST UN FABRICANT DE PREMIER ORDRE DE TOURS D'ÉOLIENNES EN ACIER EN AMÉRIQUE DU NORD. SES USINES DE TROIS-RIVIÈRES ET DE MATANE COMPTENT PLUS DE 600 EMPLOYÉS.
- D'AUTRES ENTREPRISES DE CLASSE MONDIALE SONT ACTIVES AU QUÉBEC, DONT REPOWER, GURIT, SIEMENS TRANSFORMATEURS, GE ÉNERGIE, GL GARRAD HASSAN, ABB ET SOUCY-BELGEN.

LE MULTIMÉDIA

UN DES CRÉNEAUX D'EXCELLENCE DE L'INDUSTRIE DU MULTIMÉDIA AU QUÉBEC EST SANS CONTREDIT CELUI DE L'ÉDITION DE LOGICIELS DE DIVERTISSEMENT. EN EFFET, PRÈS DE 70 % DES GRANDES ENTREPRISES CANADIENNES DU JEU VIDÉO ET PLUS DE LA MOITIÉ DES EMPLOIS DE CETTE INDUSTRIE SONT AU QUÉBEC.

LA RÉGION DE MONTRÉAL ABRITE DE GRANDES ENTREPRISES DU JEU VIDÉO RECONNUES MONDIALEMENT : BEHAVIOUR, UBISOFT, ELECTRONICS ARTS, THQ, EIDOS ET GAMELOFT.

- RÉCEMMENT, LE GÉANT WARNER BROS. INTERACTIVE ENTERTAINMENT A AUSSI CHOISI MONTRÉAL POUR IMPLANTER UN STUDIO DE JEUX MULTIPLATEFORME ET EN LIGNE.

GRÂCE À SA MAIN-D'ŒUVRE CRÉATIVE ET SPÉCIALISÉE DANS LES MÉDIAS NUMÉRIQUES ET À SES UNIVERSITÉS RÉPUTÉES, LE QUÉBEC S'AVÈRE L'ENDROIT IDÉAL POUR CONCEVOIR DE NOUVEAUX PRODUITS.

UNE ÉCONOMIE COMPÉTITIVE

Plusieurs incitatifs fiscaux permettent aux entreprises du Québec de réduire leurs coûts d'exploitation.

FAIBLES COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION

LE QUÉBEC AFFICHE DE FAIBLES COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION POUR LES ENTREPRISES, COMPARATIVEMENT AUX PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISÉS.

SELON LES PLUS RÉCENTES DONNÉES, CES COÛTS SONT INFÉRIEURS DE 2,6 % À LA MOYENNE CANADIENNE, DE 5,0 % AUX COÛTS OBSERVÉS AUX ÉTATS-UNIS ET DE 5,7 % À CEUX PRÉVALANT EN MOYENNE DANS LES PAYS DU G7.

LE QUÉBEC SE DÉMARQUE PARTICULIÈREMENT PAR SES COÛTS CONCURRENTIELS EN MATIÈRE DE MAIN-D'ŒUVRE AINSI QUE PAR SA FISCALITÉ COMPÉTITIVE.

UNE FISCALITÉ CONCURRENTIELLE POUR L'INVESTISSEMENT

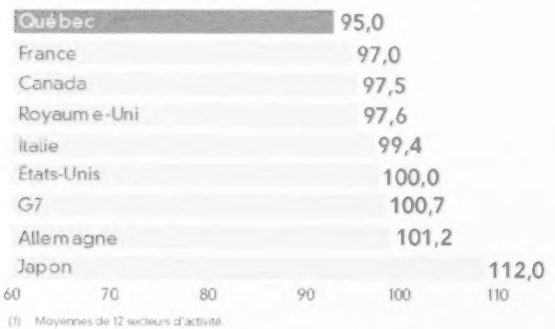
Les entreprises du Québec bénéficient d'un régime fiscal globalement concurrentiel pour les nouveaux investissements.

Le taux d'imposition du Québec sur l'investissement est inférieur aux taux moyens des États-Unis et des pays de l'OCDE. De plus, il est l'un des plus faibles au Canada, principalement en raison :

- de l'élimination de la taxe sur le capital, depuis le 1er janvier 2011, pour l'ensemble des entreprises;
- du remboursement de la taxe de vente payée sur les biens d'équipement;
- du crédit d'impôt à l'investissement de 5 % sur les acquisitions de matériel de fabrication et de transformation.

COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES[1]

(indice, États-Unis = 100)



(1) Moyennes de 12 secteurs d'activité.

SOURCES : KPMG, MODÈLE CHOIX CONCURRENTIELS 2010, ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

COMPARAISON DES TAUX EFFECTIFS MARGINAUX SUR L'INVESTISSEMENT (TEMI)[1] – 2012

(en pourcentage)

Note : TEMI selon la fiscalité en vigueur en date du 15 mai 2011.

(1) Les TEMI sont des indicateurs de l'incidence du régime fiscal sur les nouveaux investissements. Ils représentent l'effet de l'ensemble des charges fiscales et règles fiscales qui influencent le rendement du capital investi. Ils tiennent compte notamment de la taxe sur le capital, de la taxe de vente, de l'impôt sur le revenu des sociétés, des règles et des taux d'amortissement ainsi que des méthodes de comptabilisation des inventaires.

SOURCE : MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

UNE ÉCONOMIE OUVERTE SUR LE MONDE

Le Québec développe et diversifie ses marchés d'exportation.

UNE ÉCONOMIE INTÉGRÉE AU MARCHÉ NORD-AMÉRICAIN

Le Québec jouit d'une situation géographique unique. Il est l'une des principales portes d'entrée vers le vaste marché nord-américain.

- Le Québec possède plus de 3 000 km de territoire côtier. Le fleuve, l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent, qui forment la voie maritime du Saint-Laurent, constituent un accès privilégié pour le commerce de marchandises sur le continent nord-américain.
- On dénombre 55 aéroports au Québec, dont deux plates-formes internationales, soit l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal (troisième aéroport en importance au Canada) et l'aéroport international Jean-Lesage de Québec.

Grâce, entre autres, à l'Accord de libre-échange (ALE) et à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les exportations internationales du Québec sont passées de 20 % du PIB en 1988 à 29 % en 2010.

DES EXPORTATIONS DE PLUS EN PLUS DIVERSIFIÉES

LES PRODUITS EXPORTÉS PAR LE QUÉBEC ET LEURS DESTINATIONS SONT DE PLUS EN PLUS DIVERSIFIÉS. BIEN QUE LES ÉTATS-UNIS DEMEURENT SON PRINCIPAL PARTENAIRE COMMERCIAL, RECEVANT 67,9 % DE SES EXPORTATIONS EN 2010, UNE PART GRANDISSANTE DES EXPORTATIONS DU QUÉBEC EST DESTINÉE À DES PAYS EN FORTE CROISSANCE, TELS QUE LA CHINE, L'INDE, LE BRÉSIL, LE MEXIQUE ET LA CORÉE DU SUD.

DE 2000 À 2010, LES EXPORTATIONS DU QUÉBEC SE SONT ACCRUES CONSTAMMENT, LEUR PROPORTION PASSANT :

- DE 9,1 % À 15,2 %, VERS L'EUROPE;
- DE 2,5 % À 7,5 %, VERS L'ASIE, À L'EXCLUSION DU MOYEN-ORIENT;
- DE 2,9 % À 9,5 %, VERS LES AUTRES PAYS.

LES PRODUITS EXPORTÉS PAR LE QUÉBEC EN 2010 ÉTAIENT TRÈS DIVERSIFIÉS :

- LES AVIONS ET PIÈCES, PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS, REPRÉSENTAIENT 16,7 % DES EXPORTATIONS;
- LES MÉTAUX PRIMAIRES REPRÉSENTAIENT 16,0 %;
- LA MACHINERIE ET L'ÉQUIPEMENT REPRÉSENTAIENT 15,7 %.

LES PERSPECTIVES D'EXPORTATION DU QUÉBEC SONT TRÈS ENCOURAGEANTES, EN RAISON NOTAMMENT DE LA DEMANDE CROISSANTE DES ÉCONOMIES ÉMERGENTES POUR LES MATIÈRES PREMIÈRES.

LES PORTS DU QUÉBEC

LE QUÉBEC DISPOSE DE CINQ PORTS INTERNATIONAUX. EN PARTICULIER :

- LE PORT DE MONTRÉAL, QUI EST LA LIAISON INTERMODALE LA PLUS DIRECTE ENTRE LE CŒUR INDUSTRIEL DE L'AMÉRIQUE DU NORD ET LES MARCHÉS DE L'EUROPE DU NORD ET DE LA MÉDITERRANÉE;
- LE PORT DE SEPT-ÎLES, QUI EST LE PLUS IMPORTANT PORT MINÉRALIER EN AMÉRIQUE DU NORD.
  - EN 2011, LES CAPACITÉS DE CE PORT SERONT ACCRUES GRÂCE À DES INVESTISSEMENTS DE 220 MILLIONS DE DOLLARS POUR LA CONSTRUCTION D'UN QUAI MULTI-USAGER EN EAUX PROFONDES, PERMETTANT D'ACCUEILLIR DES VRAQUIERS DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION.
  - AU COURS DES CINQ PROCHAINES ANNÉES, DES INVESTISSEMENTS DE 500 À 600 MILLIONS DE DOLLARS SONT PRÉVUS POUR LES TERRAINS DU PORT ET SERONT RÉALISÉS EN PARTENARIAT AVEC LES INVESTISSEURS PRIVÉS ET LES USAGERS.

PART DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES SELON LES PARTENAIRES COMMERCIAUX

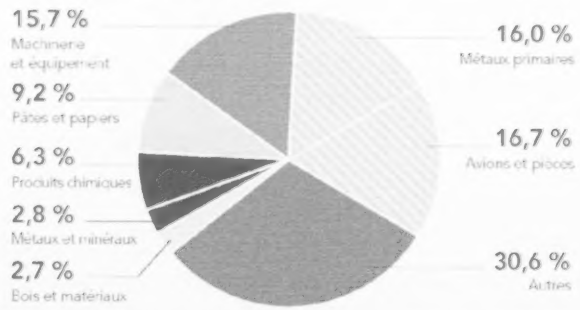
(en pourcentage des exportations internationales de biens)

Note : L'Asie ne comprend pas le Moyen-Orient, et les autres pays sont notamment le Brésil, le Mexique et l'Australie.

SOURCES : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

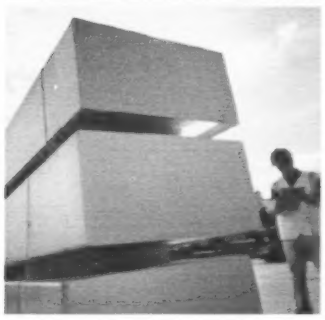
RÉPARTITION DES EXPORTATIONS PAR PRODUIT – 2010

(en pourcentage des exportations internationales de biens, en termes réels)



SOURCES : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

DES RESSOURCES NATURELLES ABONDANTES



LA FORTE DEMANDE MONDIALE EN MATIÈRES PREMIÈRES, UNE OCCASION FAVORABLE POUR LE QUÉBEC

La vigueur de la demande mondiale pour les matières premières a entraîné, en 2010, une croissance rapide des prix des principaux minerais extraits et transformés au Québec, notamment le fer (+ 48,9 %), le nickel (+ 48,2 %), le cuivre (+ 45,6 %), l'aluminium (+ 30,0 %), le zinc (+ 29,8 %) et l'or (+ 26,0 %).

Cette demande s'est reflétée sur la valeur de la production minière au Québec, qui a augmenté de près de 70 % entre 2005 et 2010.

- Le secteur des ressources naturelles représente près de 23 % du volume des exportations internationales du Québec.

Le Québec est un acteur majeur du marché de l'aluminium et du fer. Ses exportations représentaient près de 80 % des exportations canadiennes d'aluminium et près de 40 % de celles du fer en 2010.

De plus, l'importance du Québec dans les marchés du nickel et du zinc devrait croître au cours des prochaines années, alors que ces métaux sont parmi les plus recherchés.

PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES – 2010
(variation en pourcentage)

Note : L'indice S&P GSCI reflète l'évolution des prix de l'ensemble des matières premières.

SOURCE BLOOMBERG

PRODUCTION MINIÈRE AU QUÉBEC
(en milliards de dollars, en termes nominaux)

SOURCE STATISTIQUE CANADA

Près du quart des exportations internationales du Québec proviennent des ressources naturelles.

LES RESSOURCES FORESTIÈRES

PAYS DE LACS ET DE RIVIÈRES, LE QUÉBEC EST AUSSI UN PAYS DE FORÊTS. EN EFFET, CELLES-CI REPRÉSENTENT 20 % DES FORÊTS CANADIENNES ET 2 % DES FORÊTS MONDIALES.

L'EXPLOITATION DE LA FORÊT QUÉBÉCOISE SE FAIT DE MANIÈRE RESPONSABLE.

- L'AMÉNAGEMENT DES FORÊTS QUÉBÉCOISES VISE À ASSURER LEUR PÉRENNITÉ ET LEUR DÉVELOPPEMENT DE MANIÈRE DURABLE.
- L'INDUSTRIE FORESTIÈRE MISE SUR L'INNOVATION ET LA CRÉATIVITÉ PAR LE DÉVELOPPEMENT ET LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS À FORTE VALEUR AJOUTÉE.

LES RESSOURCES MINIÈRES

LE QUÉBEC SE DISTINGUE PAR SON POTENTIEL MINIER HORS DU COMMUN, NOTAMMENT LE POTENTIEL D'EXPLOITATION DU FER, DU ZINC, DU NICKEL, DE L'ARGENT ET DE L'OR.

EN 2010, LES SOCIÉTÉS MINIÈRES ONT INVESTI UN MONTANT RECORD DE 2,5 MILLIARDS DE DOLLARS DANS LE SECTEUR MINIER, UN BOND DE PLUS DE 22 % PAR RAPPORT À 2009. EN 2011, LES INVESTISSEMENTS POURRAIENT ATTEINDRE UN NOUVEAU SOMMET, SOIT 2,9 MILLIARDS DE DOLLARS.(1)

L'OUVERTURE DU TERRITOIRE AU NORD DU QUÉBEC EST UNE OCCASION À SAISIR PAR L'INDUSTRIE MINIÈRE, CAR ELLE OFFRE DES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DES PLUS INTÉRESSANTES.

(1) INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

LE PLAN NORD

Le Plan Nord, chantier d'une génération, vise le développement du Nord du Québec au bénéfice du Québec tout entier.

UN POTENTIEL IMMENSE À METTRE EN VALEUR DE FAÇON DURABLE

Le territoire visé par le Plan Nord est immense et majestueux. Il couvre près de 1,2 million de km², soit environ 72 % de la superficie du Québec. Il regorge d'un immense potentiel hydroélectrique, minier et forestier encore inexploité. C'est d'ailleurs pour favoriser la mise en valeur de ces ressources naturelles que le gouvernement du Québec a lancé le Plan Nord.

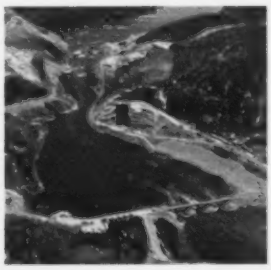
- Des investissements majeurs en infrastructures de transport seront réalisés pour désenclaver le territoire et favoriser l'émergence de nouveaux projets de développement.
- Des activités de démarchage seront entreprises afin de promouvoir et d'attirer les investissements privés sur le territoire du Plan Nord.

DES INVESTISSEMENTS DE PLUS DE 80 MILLIARDS DE DOLLARS SUR 25 ANS

Un développement sans précédent est attendu sur ce territoire, et ce, grâce à des investissements publics et privés pouvant atteindre plus de 80 milliards de dollars, qui soutiendront en moyenne environ 20 000 emplois annuellement pendant 25 ans.

Le Plan Nord propose un modèle de développement durable, qui permettra de mettre en valeur les richesses disponibles sur le territoire dans le respect de l'environnement et des écosystèmes.

- À cet effet, le gouvernement s'est engagé à consacrer 50 % du territoire du Plan Nord à des fins autres qu'industrielles, soit la protection de l'environnement et la sauvegarde de la biodiversité.



UN APPUI GOUVERNEMENTAL DE 1,6 MILLIARD DE DOLLARS SUR CINQ ANS

DANS SON PREMIER PLAN QUINQUENNAL, LE GOUVERNEMENT INVESTIRA 1,6 MILLIARD DE DOLLARS SUR CINQ ANS, SOIT :

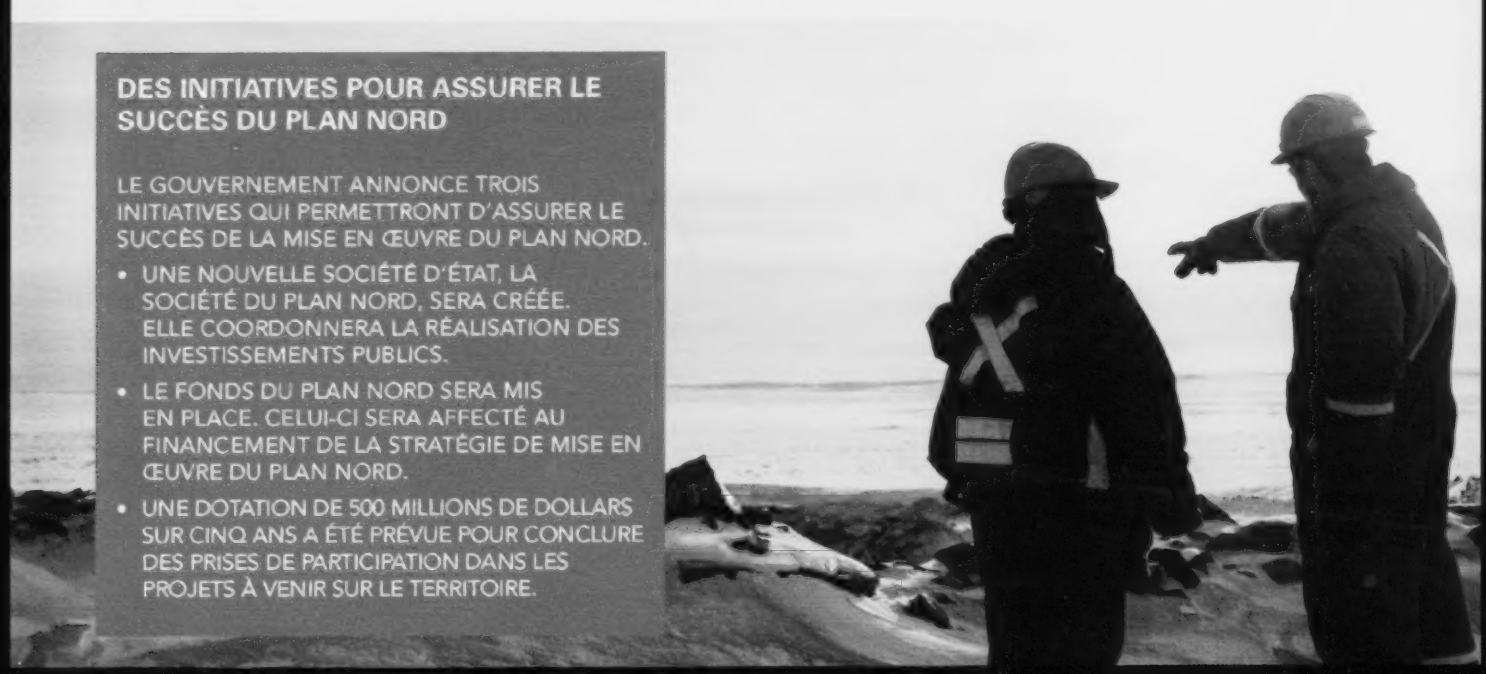
- 1 191 MILLIONS DE DOLLARS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES;
- 382 MILLIONS DE DOLLARS POUR DES MESURES DE NATURE SOCIALE;
- 52 MILLIONS DE DOLLARS POUR LE FINANCEMENT DE LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD ET DES ACTIVITÉS DE DÉMARCHAGE AUPRÈS D'INVESTISSEURS À L'ÉTRANGER.

CES INVESTISSEMENTS BÉNÉFICIERONT AUX POPULATIONS LOCALES AINSI QU'À L'ENSEMBLE DES QUÉBÉCOIS, QUI PROFITERONT DES RETOMBÉES DE CE NOUVEL ESPACE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE. LES GÉNÉRATIONS FUTURES POURRONT ÉGALEMENT TIRER PARTI DE LA RICHESSE ENGENDRÉE PAR L'OUVERTURE DU TERRITOIRE ET BÉNÉFICIER DE NOMBREUSES POSSIBILITÉS D'EMPLOI PENDANT UNE PÉRIODE DE 25 ANS.

DES INITIATIVES POUR ASSURER LE SUCCÈS DU PLAN NORD

LE GOUVERNEMENT ANNONCE TROIS INITIATIVES QUI PERMETTRONT D'ASSURER LE SUCCÈS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN NORD.

- UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ D'ÉTAT, LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD, SERA CRÉÉE. ELLE COORDONNERA LA RÉALISATION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS.
- LE FONDS DU PLAN NORD SERA MIS EN PLACE. CELUI-CI SERA AFFECTÉ AU FINANCEMENT DE LA STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN NORD.
- UNE DOTATION DE 500 MILLIONS DE DOLLARS SUR CINQ ANS A ÉTÉ PRÉVUE POUR CONCLURE DES PRISES DE PARTICIPATION DANS LES PROJETS À VENIR SUR LE TERRITOIRE.



HYDRO-QUÉBEC

Le Québec se classe quatrième au monde pour sa production hydroélectrique.

UNE FORCE QUÉBÉCOISE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Créée en 1944, Hydro-Québec est une société d'État dont le gouvernement du Québec est le seul actionnaire.

Hydro-Québec produit, transporte et distribue de l'électricité. Elle exploite essentiellement des énergies renouvelables, principalement l'hydroélectricité. Elle soutient le développement de la filière éolienne par ses achats auprès de producteurs privés.

Engagée depuis plusieurs années dans la promotion de l'efficacité énergétique, elle met en œuvre des programmes qui génèrent des économies d'énergie pour l'ensemble de sa clientèle.

En 2010, 98 % de la production d'électricité d'Hydro-Québec était d'origine hydraulique, une source d'énergie verte et renouvelable, qui offre une grande souplesse d'exploitation et génère peu de gaz à effet de serre.

HYDRO-QUÉBEC EXPLOITE LE PLUS VASTE RÉSEAU DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ EN AMÉRIQUE DU NORD AU PROFIT DE CLIENTS DU QUÉBEC ET D'AILLEURS. LA PRODUCTION HYDROÉLECTRIQUE D'HYDRO-QUÉBEC PERMET AU QUÉBEC DE SE CLASSER QUATRIÈME AU MONDE COMME PRODUCTEUR D'HYDROÉLECTRICITÉ ET AUX CONSOMMATEURS D'ÉLECTRICITÉ QUÉBÉCOIS DE PROFITER DE TARIFS D'ÉLECTRICITÉ PARMI LES PLUS BAS EN AMÉRIQUE DU NORD.

HYDRO-QUÉBEC, FAITS SAILLANTS – 2010
(en millions de dollars)

Produits	12 558
Bénéfice net	2 515
Actif total	65 898
Effectif (en personnes)	23 659
Puissance installée (en MW)	36 671

SOURCE : RAPPORT ANNUEL 2010 D'HYDRO-QUÉBEC

Dans le cadre de la Stratégie énergétique du Québec 2006-2015, Hydro-Québec poursuit activement le développement du potentiel hydroélectrique du Québec. Deux projets majeurs sont en cours :

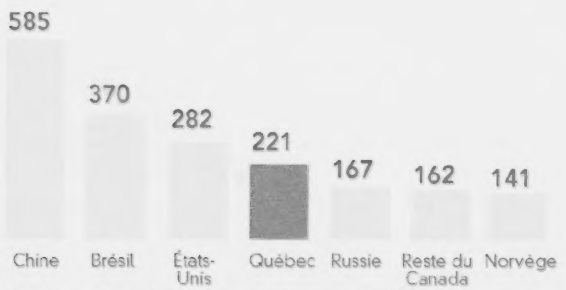
- le chantier des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle (918 MW), dont le budget de construction est de 5 milliards de dollars;
- le chantier du complexe de la Romaine (1 550 MW), dont les investissements prévus sont de 6,5 milliards de dollars.

Il s'agit des deux plus importants chantiers de construction au Canada. Ces grands projets d'énergie renouvelable permettront d'assurer l'approvisionnement des Québécois en électricité, de dégager des surplus pour accueillir de nouvelles entreprises créatrices de richesse et de consolider la place d'Hydro-Québec sur les marchés des provinces limitrophes et du nord-est des États-Unis.

En 2010, Hydro-Québec a complété la mise en service de la nouvelle interconnexion de 1 250 MW avec l'Ontario, qui permet d'acheminer de plus gros volumes d'électricité vers cette province, et vers l'État de New York et le Midwest américain. Hydro-Québec a également conclu, en 2010, une convention de service de transport en vue d'accroître les exportations d'Hydro-Québec vers la Nouvelle-Angleterre. La construction d'une nouvelle ligne vers le New Hampshire d'une capacité de 1 200 MW devrait débuter en 2013.

Par ailleurs, en septembre 2010, Montréal a accueilli le 21e Congrès mondial de l'énergie. Hydro-Québec a participé à faire de cet événement majeur un succès dans l'industrie.

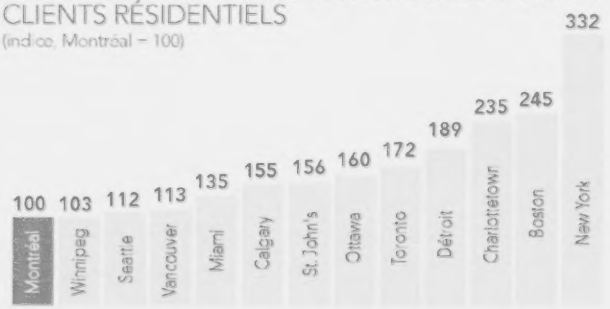
LES PRINCIPAUX PRODUCTEURS D'HYDROÉLECTRICITÉ DANS LE MONDE – 2008
(TWh)



Note : La production du Québec comprend les approvisionnements en provenance des chutes Churchill.

SOURCES : MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE DU QUÉBEC ET AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE

INDICE COMPARATIF DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ CLIENTS RÉSIDENTIELS
(indice, Montréal = 100)



Note : Factures mensuelles excluant les taxes, selon une consommation de 1 000 kWh/mois.

SOURCE : HYDRO-QUÉBEC, COMPARAISON DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ DANS LES GRANDES VILLES NORD-AMÉRICAINES, AVRIL 2010

FINANCES PUBLIQUES

UN GOUVERNEMENT DÉTERMINÉ À MAINTENIR UNE SAINE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

17 Une gestion responsable des finances publiques

17 Maintenir le cap sur le retour à l'équilibre budgétaire

Un effort collectif

18 Assurer un financement à long terme des services publics

Contrôler les dépenses

19 Des revenus de sources diversifiées

La fédération canadienne

20 Des cibles d'investissements en infrastructures

21 Le Fonds des générations, un geste porteur pour l'avenir

21 Le remboursement de la dette : une priorité pour le gouvernement

Miser sur l'eau, l'or bleu du Québec

UNE GESTION RESPONSABLE DES FINANCES PUBLIQUES

MAINTENIR LE CAP SUR LE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

Depuis maintenant plus de deux ans, le gouvernement du Québec a mené des actions importantes pour soutenir l'économie, assurer la reprise économique et retourner à l'équilibre budgétaire en 2013-2014. La stratégie du gouvernement a porté ses fruits puisque :

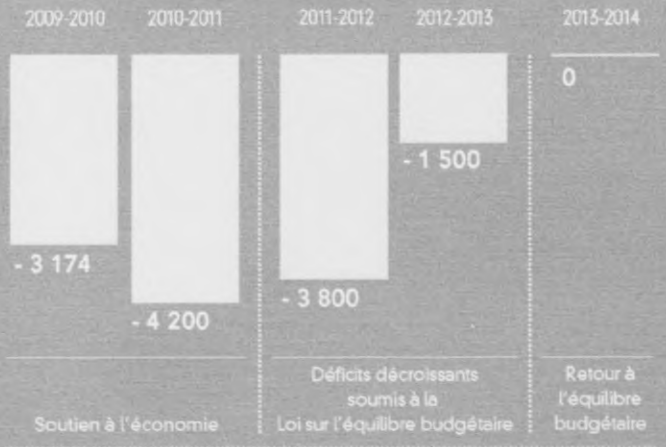
- les déficits budgétaires auront été, au Québec, moins importants qu'ailleurs;
- la récession aura été moins profonde, ce qui permettra un retour à l'équilibre budgétaire plus rapide.

Alors que l'économie est bien engagée dans la reprise, le gouvernement maintient le cap sur le retour à l'équilibre budgétaire et la réduction de sa dette.

- En effet, conformément à la Loi sur l'équilibre budgétaire, le gouvernement a fixé les objectifs de déficits budgétaires décroissants qui devront être respectés :
  - 3,8 milliards de dollars en 2011-2012;
  - 1,5 milliard de dollars en 2012-2013;
  - déficit zéro en 2013-2014.

UN RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE EN 2013-2014

(en millions de dollars)



SOURCE : MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

UN EFFORT COLLECTIF

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A ANNONCÉ ET MIS EN ŒUVRE, DANS SON BUDGET DE 2010-2011, DES MESURES DU PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE, RETOUR PRÉVU POUR 2013-2014. À CE JOUR, PLUS DE 90 % DES EFFORTS DE 12,2 MILLIARDS DE DOLLARS PRÉVUS AU PLAN ONT ÉTÉ IDENTIFIÉS.

POUR TENIR CET ENGAGEMENT, LE GOUVERNEMENT S'EST NOTAMMENT FIXÉ UN OBJECTIF DE 5,2 MILLIARDS DE DOLLARS EN MATIÈRE DE RÉDUCTION ET DE CONTRÔLE DES DÉPENSES, QU'IL ATTEINDRA GRADUELLEMENT :

- EN RÉDUISANT DE 2,5 MILLIARDS DE DOLLARS LES COÛTS RATTACHÉS À L'ADMINISTRATION PUBLIQUE;
- EN DIMINUANT DE 1,0 MILLIARD DE DOLLARS LE COÛT DES PROGRAMMES;
- EN RÉALISANT DES ÉCONOMIES QUI ATTEINDRONT 1,7 MILLIARD DE DOLLARS GRÂCE À UNE DISCIPLINE BUDGÉTAIRE ACCRUE.

DANS LES ANNÉES À VENIR, TOUS LES MINISTÈRES DEVRONT PARTICIPER À L'EFFORT COLLECTIF DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE.

PAR AILLEURS, LE GOUVERNEMENT A MIS EN PLACE DES MESURES POUR AUGMENTER SES REVENUS PRINCIPALEMENT :

- HAUSSE DU TAUX DE LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC;
- AUGMENTATION DU TAUX DE LA TAXE SUR LES CARBURANTS;
- INDEXATION DES TARIFS NON INDEXÉS;
- INTENSIFICATION DE LA LUTTE À L'ÉVASION FISCALE.

DES MESURES COMPENSATOIRES VIENNENT CEPENDANT DIMINUER L'EFFET DE CES MESURES POUR LES PERSONNES ET LES MÉNAGES À FAIBLE REVENU.

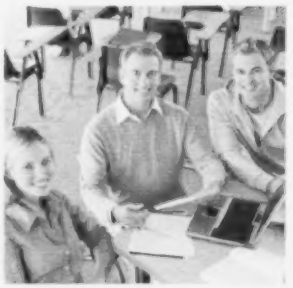
UNE GESTION RESPONSABLE DES FINANCES PUBLIQUES

ASSURER UN FINANCEMENT À LONG TERME DES SERVICES PUBLICS

LE GOUVERNEMENT CONTINUE À INVESTIR DANS SES MISSIONS ESSENTIELLES, DONT LA SANTÉ ET L'ÉDUCATION.

PLUS DE 50 % DES DÉPENSES DE PROGRAMMES, SOIT CELLES DESTINÉES À LA SANTÉ ET AUX UNIVERSITÉS, FONT DORÉNAVANT L'OBJET D'UNE PLANIFICATION PLURIANNUELLE.

- UNE CROISSANCE DE 5 % DES DÉPENSES DE SANTÉ EST PRÉVUE AU CADRE FINANCIER JUSQU'EN 2015-2016.
  - CETTE CROISSANCE EST NOTAMMENT ASSURÉE PAR LA CONTRIBUTION SANTÉ, INTRODUITE EN 2010, ET VERSÉE DIRECTEMENT AUX ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ, QUI PERMET DE MAINTENIR LA QUALITÉ DES SERVICES DE SANTÉ.
- LE BUDGET COMPORTE ÉGALEMENT UN PLAN FINANCIER SUR SIX ANS POUR ASSURER L'EXCELLENCE DES UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES. EN 2016-2017, CELLES-CI POURRONT DISPOSER ANNUELLEMENT DE 850 MILLIONS DE DOLLARS DE REVENUS ADDITIONNELS, SOIT UN ACCROISSEMENT DE PRÈS DE 25 % DE LEUR BUDGET PAR RAPPORT À AUJOURD'HUI.
  - LE GOUVERNEMENT ASSUMERA LA MOITIÉ DE CETTE HAUSSE.
  - LES ÉTUDIANTS SERONT APPELÉS À CONTRIBUER DAVANTAGE AVEC LA MAJORATION ANNUELLE DE 325 $ DE LEURS DROITS DE SCOLARITÉ À COMPTER DE L'AUTOMNE 2012, ET CE, POUR CINQ ANS.



CONTRÔLER LES DÉPENSES

Avec la Colombie-Britannique, le Québec est la province canadienne qui a le mieux contrôlé ses dépenses depuis 2003-2004.

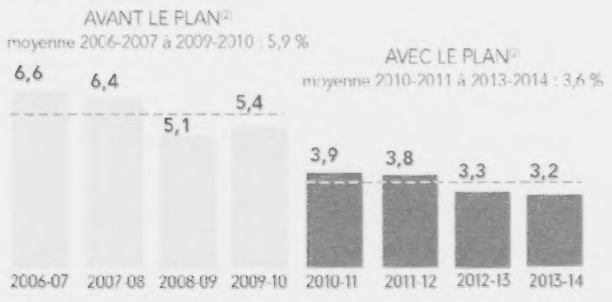
- Au Québec, les dépenses consolidées, à l'exclusion de celles du service de la dette, ont augmenté en moyenne de 5,1 % par année de 2003-2004 à 2010-2011, comparativement à 6,9 % dans les autres provinces canadiennes.

Pour la période de 2010-2011 à 2013-2014, leur croissance annuelle moyenne atteindra 3,6 %, soit un ralentissement marqué par rapport à celle de 5,9 % constatée entre 2006-2007 et 2009-2010.

En raison des mesures instaurées dans le Plan de retour à l'équilibre budgétaire, principalement à l'égard du contrôle des dépenses, les revenus augmenteront plus rapidement que les dépenses pour ainsi assurer un retour graduel à l'équilibre budgétaire en 2013-2014.

CROISSANCE DES DÉPENSES CONSOLIDÉES DU GOUVERNEMENT(1)

(en pourcentage)



(1) Excluant le service de la dette.
(2) Plan de retour à l'équilibre budgétaire.

RÉPARTITION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES PAR MINISTÈRE – 2011-2012

Le gouvernement garde le cap sur le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014.

DES REVENUS DE SOURCES DIVERSIFIÉES

Les revenus du gouvernement du Québec proviennent de deux sources :

- les revenus autonomes (77,0 %);
- les transferts fédéraux (23,0 %).

La majeure partie des revenus autonomes provient de l'impôt des particuliers (37,3 %) et des taxes à la consommation (29,6 %).

En outre, le Québec est l'une des six provinces qui reçoivent des paiements du programme fédéral de péréquation. Ces paiements comptent pour plus de la moitié des transferts fédéraux au Québec.

- Le Québec et les neuf autres provinces reçoivent aussi des transferts pour les programmes sociaux comme ceux de la santé et de l'éducation postsecondaire.

LA FÉDÉRATION CANADIENNE

LE QUÉBEC FAIT PARTIE DU CANADA, UNE FÉDÉRATION CRÉÉE EN 1867.

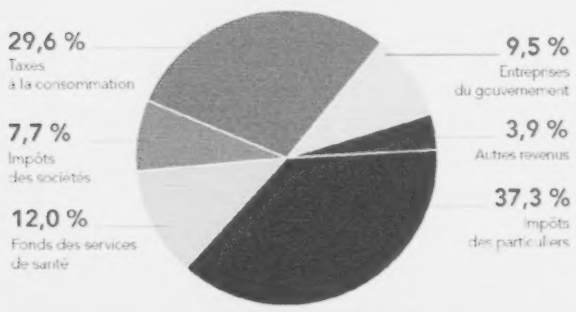
LES COMPÉTENCES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET DES DIX PROVINCES SONT ÉTABLIES DANS LA CONSTITUTION.

- LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EST RESPONSABLE, ENTRE AUTRES, DU COMMERCE INTERNATIONAL, DE LA DÉFENSE NATIONALE, DE LA MONNAIE, DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET DE L'ASSURANCE-EMPLOI.
- LES PROVINCES ONT DES COMPÉTENCES EXCLUSIVES DANS DE NOMBREUX DOMAINES, TELS LA SANTÉ, L'ÉDUCATION, LES SERVICES SOCIAUX ET LES AFFAIRES MUNICIPALES.

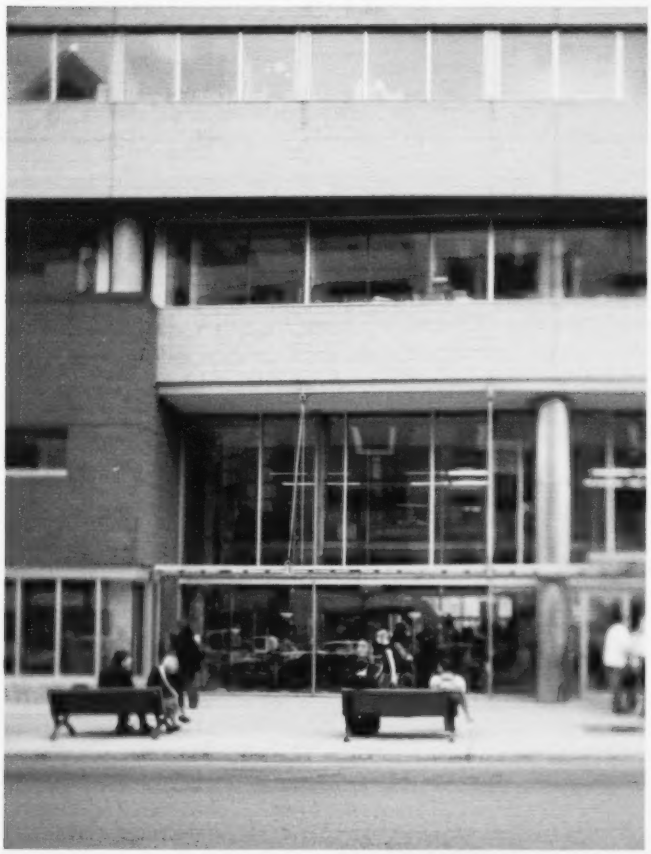
LES REVENUS PRÉLEVÉS PAR LES DIFFÉRENTS ORDRES DE GOUVERNEMENT AU CANADA REPRÉSENTENT 34 % DU PIB, DONT :

- 44 % SONT PERÇUS PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL;
- 56 % SONT PERÇUS PAR LES GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX ET LES ADMINISTRATIONS LOCALES (MUNICIPALITÉS ET COMMISSIONS SCOLAIRES).

RÉPARTITION DES REVENUS AUTONOMES DU GOUVERNEMENT – 2011-2012



TRANSFERTS FÉDÉRAUX – 1980-1981 À 2011-2012
(en pourcentage des revenus budgétaires)



DES CIBLES D'INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURES

Au cours des dernières années, le gouvernement s'est engagé à accélérer les investissements dans les infrastructures publiques :

- pour assurer leur remise en état et répondre à de nouveaux besoins;
- pour soutenir l'économie et l'emploi pendant la récession.

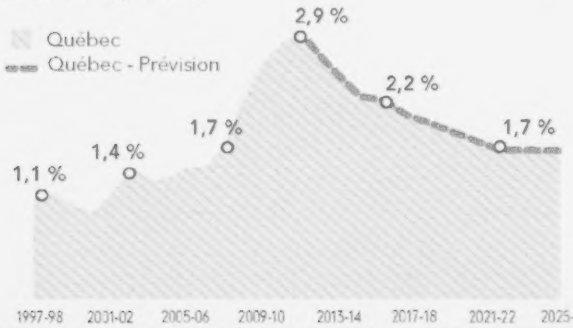
Pour consolider la reprise économique, le niveau annuel d'investissement sera établi à 9,6 milliards de dollars pour l'année 2011-2012. Cela permettra la construction et la restauration de multiples infrastructures routières, d'infrastructures municipales, d'écoles et d'hôpitaux dans les régions du Québec.

Par la suite, soit à compter de 2012-2013, le gouvernement réduira graduellement l'enveloppe globale prévue au Plan québécois des infrastructures, et ce, tout en maintenant la qualité des infrastructures publiques.

Le niveau annuel d'investissement en pourcentage du PIB demeurera néanmoins supérieur à celui qui prévalait avant 2008. Le rattrapage effectué aura permis de retrouver le stock de capital public qui était observé il y a plus de 30 ans.

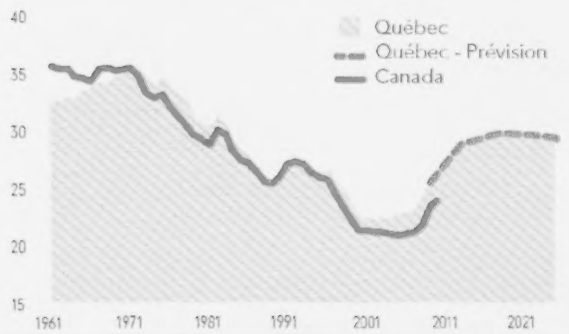
Par ailleurs, la réduction graduelle des cibles d'investissement en infrastructures se traduira par une diminution de leur poids dans l'économie. Ainsi, après avoir atteint un sommet de 2,9 % en 2011-2012, le poids des investissements du gouvernement dans le PIB sera graduellement réduit à 1,7 % d'ici 2021-2022.

INVESTISSEMENTS ANNUELS DU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES
(en pourcentage du PIB)



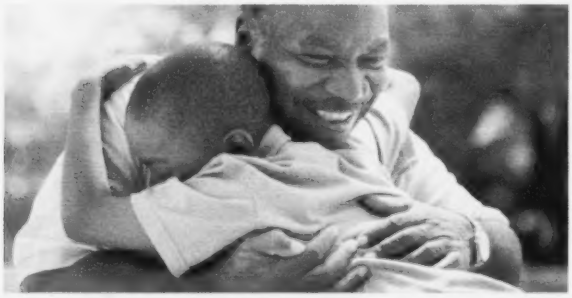
SOURCES : MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC ET SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

ÉVOLUTION DU STOCK DE CAPITAL PUBLIC
(en pourcentage du PIB, en dollars de 2002)



SOURCES : STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

LE FONDS DES GÉNÉRATIONS, UN GESTE PORTEUR POUR L'AVENIR



LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE : UNE PRIORITÉ POUR LE GOUVERNEMENT

Le gouvernement réitère son engagement à poursuivre ses efforts de réduction de l'endettement. À cet égard, il entend verser au Fonds des générations à compter de 2014-2015 :

- la totalité des sommes provenant de la hausse graduelle, sur cinq ans, du prix de l'électricité patrimoniale;
- 25 % des redevances minières, pétrolières et gazières excédant le niveau de 200 millions de dollars.

Le ratio de la dette représentant les déficits cumulés sur le PIB devra être de 17 % en 2026, alors qu'il s'établissait à 35,1 % au 31 mars 2011. Le ratio de la dette brute par rapport au PIB devra être de 45 % en 2026, alors qu'il était de 54,7 % au 31 mars 2011. Il s'agit de bornes maximales.

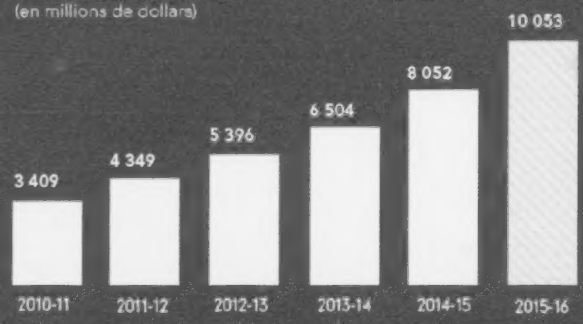
Les objectifs de dette/PIB de 2026 sont inscrits dans la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations.

MISER SUR L'EAU, L'OR BLEU DU QUÉBEC

LE FONDS DES GÉNÉRATIONS, CRÉÉ EN 2006, EST ALIMENTÉ PRINCIPALEMENT PAR DES REDEVANCES PROVENANT D'UNE RESSOURCE ABONDANTE AU QUÉBEC : L'EAU.

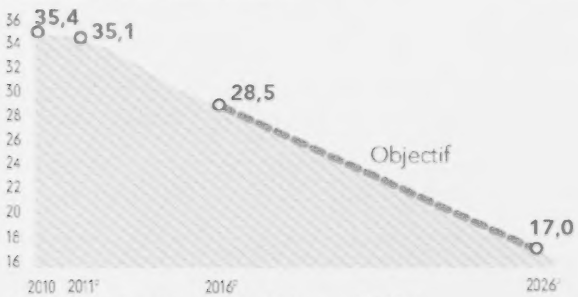
- EN 2010-2011, 644 MILLIONS DE DOLLARS Y ONT ÉTÉ VERSÉS EN REDEVANCES HYDRAULIQUES PROVENANT D'HYDRO-QUÉBEC ET DE PRODUCTEURS PRIVÉS D'ÉLECTRICITÉ.
- L'AUGMENTATION GRADUELLE, À COMPTER DE 2014-2015, DE 1 CENT LE KILOWATTHEURE DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ PATRIMONIALE SUR UNE PÉRIODE DE CINQ ANS SE TRADUIRA PAR DES REVENUS SUPPLÉMENTAIRES ANNUELS D'ENVIRON 1,6 MILLIARD DE DOLLARS À TERME EN 2018-2019.
- LES VERSEMENTS TOTAUX AU FONDS DES GÉNÉRATIONS, INCLUANT LES SOMMES PROVENANT DE LA HAUSSE DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ PATRIMONIALE, ATTEINDRONT 2 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2015-2016.

SOLDE DU FONDS DES GÉNÉRATIONS[P]
(en millions de dollars)



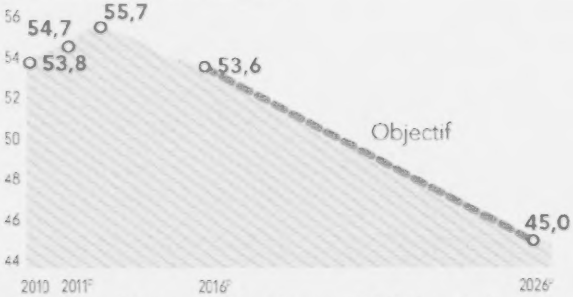
P : Résultats préliminaires pour 2010-2011 et prévisions pour les années subséquentes.

DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS
(au 31 mars, en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 2011, prévisions pour 2012 à 2016 et projections pour les années subséquentes.

DETTE BRUTE[1]
(au 31 mars, en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 2011, prévisions pour 2012 à 2016 et projections pour les années subséquentes.
(1) La dette brute tient compte des sommes accumulées au Fonds des générations et exclut les emprunts effectués par anticipation.

FINANCEMENT

UNE STRATÉGIE DE DIVERSIFICATION DES SOURCES DE FINANCEMENT

23 Le programme de financement du gouvernement

24 Un émetteur important sur le marché canadien

25 Une présence régulière et reconnue sur les marchés internationaux

27 La gestion de la dette

28 Une qualité de crédit élevée

LE PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT

PROGRAMME DE FINANCEMENT[P]

(en millions de dollars)

	2010-2011	2011-2012	2012-2013
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU			
Besoins financiers nets[1,2]	3 613	5 587	2 524
Remboursements d'emprunts	4 324	6 728	4 512
Variation de l'encaisse	-4 283	-2 960	—
Dépôts effectués au Fonds d'amortissement des régimes de retraite, aux autres actifs des régimes et fonds dédiés aux avantages sociaux futurs	2 000	—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit[3]	479	—	—
Financement réalisé par anticipation	2 960	—	—
TOTAL - Fonds consolidé du revenu	9 093	9 355	7 036
FONDS DE FINANCEMENT	5 466	4 500	4 500
Dont : remboursements d'emprunts	1 769	542	1 264
FINANCEMENT-QUÉBEC	4 327[4]	3 500	3 500
Dont : remboursements d'emprunts	400	1 936	1 839
TOTAL	18 886	17 355	15 036
Dont : remboursements d'emprunts	6 493	9 206	7 615

P : Résultats préliminaires pour 2010-2011 et prévisions pour les années subséquentes.
Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.
(1) Les montants excluent les besoins financiers nets des entités consolidées.
(2) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) et du Fonds des congés de maladie accumulés (FCMA).
(3) Dans le cadre de sa politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contreparties, le gouvernement a effectué des déboursés de 479 M$ en 2010-2011 à la suite de l'évolution des taux de change. Ces déboursés n'ont pas d'effet sur la dette.
(4) Ce montant comprend les emprunts de 1 172 M$ effectués auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) dans le cadre du Programme de prêts à taux réduit pour les infrastructures municipales.

INSTRUMENTS FINANCIERS DE COURT TERME

(en millions de dollars)

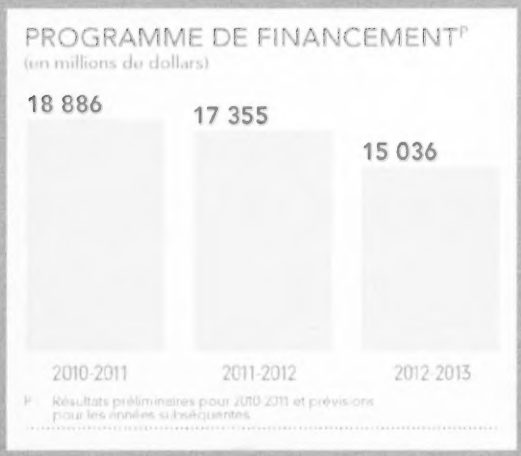
PROGRAMME	$US	$CAN
Marché canadien		
Billets à terme à escompte	—	5 000
Billets au pair	—	1 000
Marché américain		
Papier commercial	3 000	2 915[1]
Marché européen		
Papier commercial	1 000	972[1]
Sous-total		9 887
Marge de crédit syndicataire	3 500	3 401[1]
Marges de crédit bancaires	—	1 165
TOTAL[2]		14 453

(1) Convertis en dollars canadiens au taux de change du 31 mars 2011.
(2) Il s'agit de la somme disponible pour l'ensemble des instruments à court terme.

FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET FONDS DE FINANCEMENT

Les financements visent essentiellement à :

- effectuer les remboursements d'emprunts venant à échéance;
- contribuer aux fonds d'amortissement qui serviront à payer les prestations de retraite et les avantages sociaux futurs des employés des secteurs public et parapublic;
- accorder des prêts à certaines entités du secteur public du Québec et à certaines sociétés d'État.



FINANCEMENT-QUÉBEC

FINANCEMENT-QUÉBEC EST UNE SOCIÉTÉ D'ÉTAT QUI EFFECTUE DES EMPRUNTS SUR LES MARCHÉS FINANCIERS AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION LIÉS À LEURS IMMOBILISATIONS.

- LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC GARANTIT LES EMPRUNTS DE FINANCEMENT-QUÉBEC.
- CES ORGANISMES PROFITENT AINSI DE COÛTS D'EMPRUNT AVANTAGEUX.

UN ÉMETTEUR IMPORTANT SUR LE MARCHÉ CANADIEN

DES ÉMISSIONS PUBLIQUES LIQUIDES

Les émissions publiques représentent la majorité des transactions effectuées par le gouvernement sur le marché canadien.

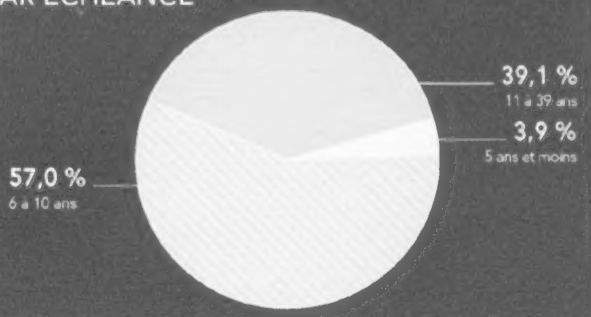
Pour favoriser la liquidité de ses titres, le gouvernement établit des émissions repères et augmente leur taille jusqu'à ce que le montant en circulation soit optimal.

DIVERSIFICATION SELON LES ÉCHÉANCES

LE QUÉBEC RÉALISE DES EMPRUNTS SUR LE MARCHÉ CANADIEN AVEC DES ÉCHÉANCES DIVERSIFIÉES. AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES, LORSQUE LES CONDITIONS DE MARCHÉ ONT ÉTÉ FAVORABLES, LE QUÉBEC A FAIT PLUSIEURS ÉMISSIONS DE TRÈS LONG TERME. À CE JOUR, L'ÉCHÉANCE LA PLUS LONGUE POUR UN TITRE DU QUÉBEC EST EN 2076.

EN 2010-2011, 57,0 % DES EMPRUNTS RÉALISÉS AVAIENT UNE ÉCHÉANCE DE 6 À 10 ANS, 39,1 % DE 11 À 39 ANS ET 3,9 % DE 5 ANS ET MOINS.

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2010-2011 PAR ÉCHÉANCE[P]

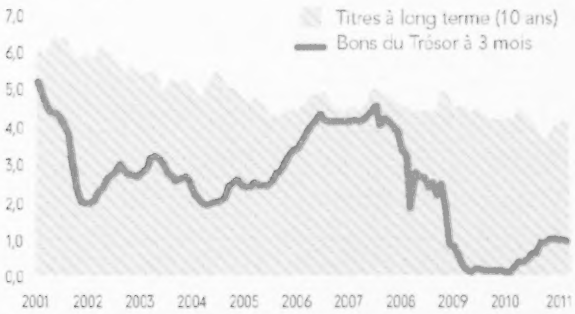


P : Résultats préliminaires.

ÉMISSIONS REPÈRES AU CANADA
(en millions de dollars)

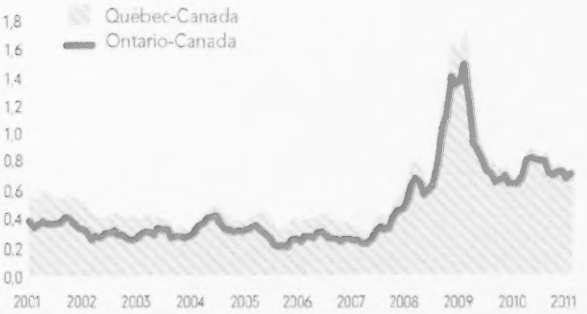
	COUPON (%)	DATE D'ÉMISSION	DATE D'ÉCHÉANCE	ENCOURS
Court terme	6,00	2002	2012	2 342
	5,25	2003	2013	2 152
	5,50	2004	2014	2 500
	5,00	2005	2015	2 500
Moyen terme	4,50	2006	2016	3 000
	4,50	2007	2017	4 000
	4,50	2008	2018	4 000
	4,50	2009	2019	5 000
	4,50	2010	2020	5 000
	4,25	2011	2021	7 500
Long terme	9,375	1995	2025	2 202
	6,00	1998	2029	2 737
	6,25	2000	2032	4 200
	5,75	2003	2036	4 083
	5,00	2006	2038	5 000
	5,00	2009	2041	7 000
Très long terme	5,00	2006	2051	420
	Divers	2006	2056	1 500
	6,70	2006	2062	150
	Divers	2009	2065	385
	6,35	2006	2065	940
	Divers	2007	2076	500

TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES DU QUÉBEC
(en pourcentage)



SOURCES : PC-BOND ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

ÉCART ENTRE LES TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À LONG TERME (10 ANS)
(en pourcentage)



SOURCE : PC-BOND

UNE PRÉSENCE RÉGULIÈRE ET RECONNUE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

DIVERSIFICATION SELON LES MARCHÉS

Des opérations de financement sont effectuées régulièrement sur les principaux marchés internationaux, soit aux États-Unis, en Europe et en Asie.

Afin d'assurer une bonne liquidité sur le marché secondaire, des émissions de grande taille sont réalisées.

En moyenne, au cours des dix dernières années, 22 % des emprunts ont été réalisés en devises étrangères. En 2010-2011, le gouvernement du Québec a réalisé 8,6 % de ses emprunts sur les marchés étrangers.

ACTIVITÉS DU QUÉBEC SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

Au cours des dix dernières années, le Québec a fait quinze émissions de référence en dollars américains et en euros :

- neuf émissions ont été réalisées en dollars américains, pour un total de 10 milliards de dollars américains;
- six émissions ont été réalisées en euros, pour un total de 8,25 milliards d'euros.

Le Québec souhaite être un émetteur régulier sur les marchés internationaux. L'objectif visé est d'émettre à chaque année une obligation de référence en dollars américains et une autre en euros.

UNE PRÉSENCE DE LONGUE DATE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

Depuis plus de 40 ans, le Québec emprunte régulièrement en Europe et en Asie.

- Le premier emprunt en marks allemands a eu lieu en 1968.
- Le premier emprunt en yens a été effectué en 1972.
  - Le Québec a d'ailleurs été le deuxième gouvernement étranger à effectuer un emprunt en yens.

La présence du Québec sur les marchés financiers internationaux remonte à 1874 à Londres et à 1879 à New York alors que le Québec a été le premier emprunteur étranger sur ce marché.

MARCHÉ	COUPON (%)	DATE D'ÉMISSION	DATE D'ÉCHÉANCE	ENCOURS (en millions)[1]
ÉMISSIONS EN DOLLARS AMÉRICAINS				
	4,875	2004	2014	1 000
	4,60	2005	2015	1 000
	5,00	2006	2016	1 250
	5,125	2006	2016	1 500
	4,625	2008	2018	1 000
	3,50	2010	2020	1 500
	7,50	1993	2023	1 000
	7,125	1994	2024	1 000
	7,50	1999	2029	1 500
ÉMISSIONS EN EUROS				
	4,25	2003	2013	1 000
	3,625	2005	2015	1 500
	3,375	2005	2016	1 500
	4,75	2008	2018	1 250
	5,00	2009	2019	1 500
ÉMISSIONS EN D'AUTRES DEVISES				
Franc suisse	3,50	2008	2014	250
	3,125	2009	2015	350
	2,25	2005	2015	500
	2,625	2006	2017	500
	3,375	2008	2018	250
	2,875	2009	2021	200
Yen	1,60	2001	2013	50 000
$ Australien	5,75	2005	2015	450
$ Néo-zélandais	6,75	2005	2015	500
Peso mexicain	8,27	2006	2016	1 500
$ HK	4,30	2007	2012	750

(1) En millions d'unités de la devise.

DATE DES PREMIÈRES ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS DU QUÉBEC

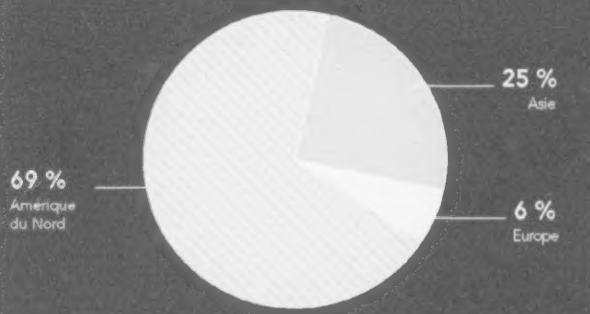
(par devise)

DERNIER EMPRUNT DU QUÉBEC EN DOLLARS AMÉRICAINS

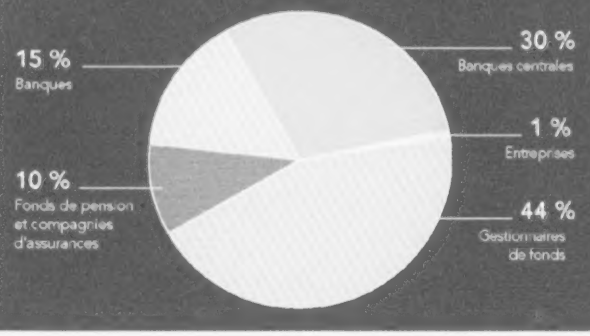
LE QUÉBEC A EFFECTUÉ SA PLUS RÉCENTE ÉMISSION DE RÉFÉRENCE EN DOLLARS AMÉRICAINS LE 29 JUILLET 2010. LA DEMANDE VENAIT DE PLUS DE 70 INVESTISSEURS ET A ÉTÉ TELLE QU'ELLE A PERMIS D'ÉMETTRE POUR 1,5 MILLIARD DE DOLLARS AMÉRICAINS DE TITRES D'UNE ÉCHÉANCE DE DIX ANS.

LE QUÉBEC A MAINTENANT NEUF ÉMISSIONS DE RÉFÉRENCE SUR LE MARCHÉ AMÉRICAIN. CELLES-CI VIENDRONT À ÉCHÉANCE ENTRE 2014 ET 2029.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ACHATS LORS DE L'ÉMISSION DE JUILLET 2010



RÉPARTITION PAR TYPE D'INVESTISSEURS LORS DE L'ÉMISSION DE JUILLET 2010



BASSIN D'INVESTISSEURS DIVERSIFIÉ

Le Québec organise régulièrement des rencontres auprès des investisseurs aux États-Unis, en Europe et en Asie. Cette stratégie, déjà instaurée depuis plusieurs années, a permis au Québec de diversifier son bassin d'investisseurs, lequel s'élargit constamment.

RECONNAISSANCE DES MARCHÉS FINANCIERS INTERNATIONAUX

Le magazine financier *Euroweek* a décerné des prix au Québec pour ses transactions réalisées en dollars américains et en euros en 2001, 2002, 2003, 2005, 2008 et 2009. Le magazine *International Financing Review* lui a également décerné un prix pour une émission réalisée en francs suisses en 2005.

DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT FACILITÉES DANS CERTAINS PAYS

En vertu des normes découlant de l'Accord de Bâle II, les autorités de réglementation étrangères peuvent accorder un coefficient de pondération de risque de 0 % aux titres du Québec.

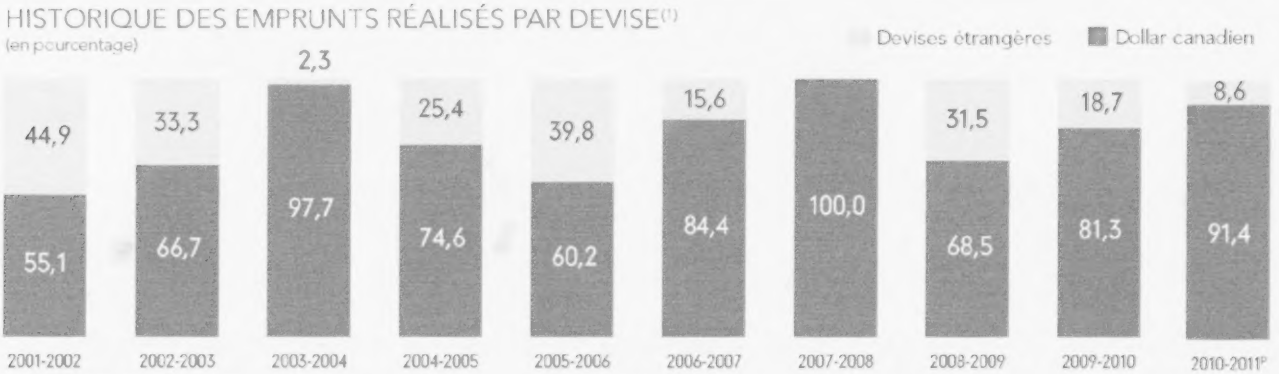
Ainsi, à ce jour, l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Suède reconnaissent aux titres du Québec un coefficient de pondération de risque de 0 %.

MARCHÉ DE L'EURO : LE QUÉBEC PRÉSENT DEPUIS LE DÉBUT

- LE QUÉBEC A ÉTÉ LA PREMIÈRE PROVINCE CANADIENNE À RÉALISER UN EMPRUNT EN EUROS, ET CE, LE 11 JANVIER 1999, SOIT ONZE JOURS APRÈS LA CRÉATION DE CETTE DEVISE.
- LE QUÉBEC A EFFECTUÉ SA PREMIÈRE ÉMISSION DE RÉFÉRENCE EN EUROS EN JUIN 2001. CETTE ÉMISSION DE 1,5 MILLIARD D'EUROS, D'UNE ÉCHÉANCE DE DIX ANS, EST VENUE À ÉCHÉANCE EN 2011.

HISTORIQUE DES EMPRUNTS RÉALISÉS PAR DEVISE[1]

(en pourcentage)



p : Résultats préliminaires.
(1) Emprunts du fonds consolidé du revenu, emprunts effectués pour le Fonds de financement et emprunts de Financement Québec.

LA GESTION DE LA DETTE

La gestion de la dette permet au gouvernement de réaliser des économies au titre du service de la dette.

DETTE

LA DETTE BRUTE DU GOUVERNEMENT COMPREND LA DETTE DIRECTE ET LES PASSIFS NETS AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS. LES SOMMES ACCUMULÉES DANS LE FONDS DES GÉNÉRATIONS RÉDUISENT LA DETTE BRUTE.

LES RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES INDIQUENT QUE LA DETTE BRUTE S'ÉTABLISSAIT À 173,4 MILLIARDS DE DOLLARS AU 31 MARS 2011, CE QUI ÉQUIVAUT À 54,7 % DU PIB.

MINIMISER LES COÛTS ET LES RISQUES

La stratégie de gestion de la dette du gouvernement vise à minimiser les coûts de la dette tout en limitant le risque lié aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt.

Les emprunts sont effectués là où les fonds sont disponibles, au plus bas coût possible.

L'utilisation des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises permet d'atteindre ensuite les proportions de dette désirées :

- par devise;
- par type de taux, soit fixe ou variable.

DETTE BRUTE DU GOUVERNEMENT AU 31 MARS 2011[P]

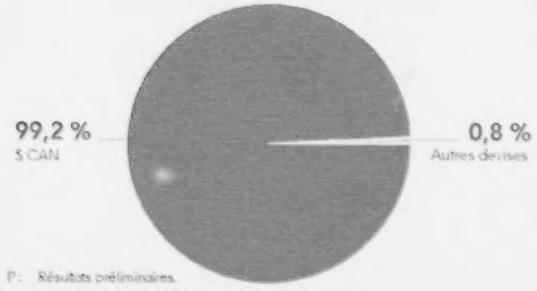
(en milliards de dollars)

Dette directe consolidée	147,7
Passifs nets au titre des régimes de retraite et des avantages sociaux futurs	29,1
Moins :	
Montant accumulé dans le Fonds des générations	-3,4
DETTE BRUTE	173,4

P : Résultats préliminaires.

STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE PAR DEVISE AU 31 MARS 2011[P]

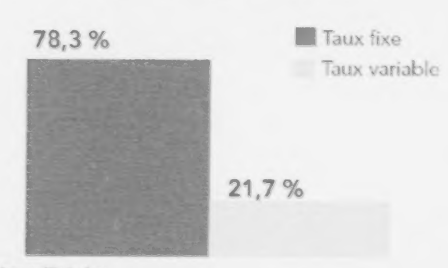
APRÈS LA PRISE EN COMPTE DES CONTRATS D'ÉCHANGE DE TAUX D'INTÉRÊT ET DE DEVISES



P : Résultats préliminaires.

STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE PAR TAUX D'INTÉRÊT AU 31 MARS 2011[P]

APRÈS LA PRISE EN COMPTE DES CONTRATS D'ÉCHANGE DE TAUX D'INTÉRÊT ET DE DEVISES



P : Résultats préliminaires.

UNE QUALITÉ DE CRÉDIT ÉLEVÉE

COMMENTAIRES DES AGENCES DE CRÉDIT

STANDARD & POOR'S – NOVEMBRE 2010

« The affirmation [of the ratings] reflects our view of the provincial economy's recovery from the recession, healthy liquidity, support from the federal government, and commitment to debt reduction. »

« The province recently reiterated its commitment to the [Generations Fund] with the announcement that additional contributions will begin in fiscal 2015. »

[Traduction] La confirmation de la cote de crédit reflète le fait que la reprise économique est enclenchée, le niveau de liquidités important, le soutien du gouvernement fédéral et l'engagement du gouvernement à réduire la dette.

La province a récemment réitéré son engagement à l'égard du Fonds des générations en annonçant le versement de contributions additionnelles à compter de 2014-2015.

MOODY'S – SEPTEMBRE 2010

« La cote de crédit reflète une performance financière soutenue de budgets généralement équilibrés de même que la grande taille et le caractère diversifié de l'économie qui supporte une croissance des revenus autonomes. »

« La détermination affichée par le gouvernement de mettre en œuvre son plan équilibré, qui comporte des ajustements aux revenus et des mesures de contrôle des dépenses, est d'une importance capitale pour la perspective stable attribuée à la cote de crédit du Québec. »

UN ÉCHÉANCIER DE LA DETTE STABLE

La diversification des emprunts selon les échéances permet d'avoir un profil de refinancement stable et assure une présence régulière sur les marchés financiers. L'échéance moyenne de la dette est de onze ans.

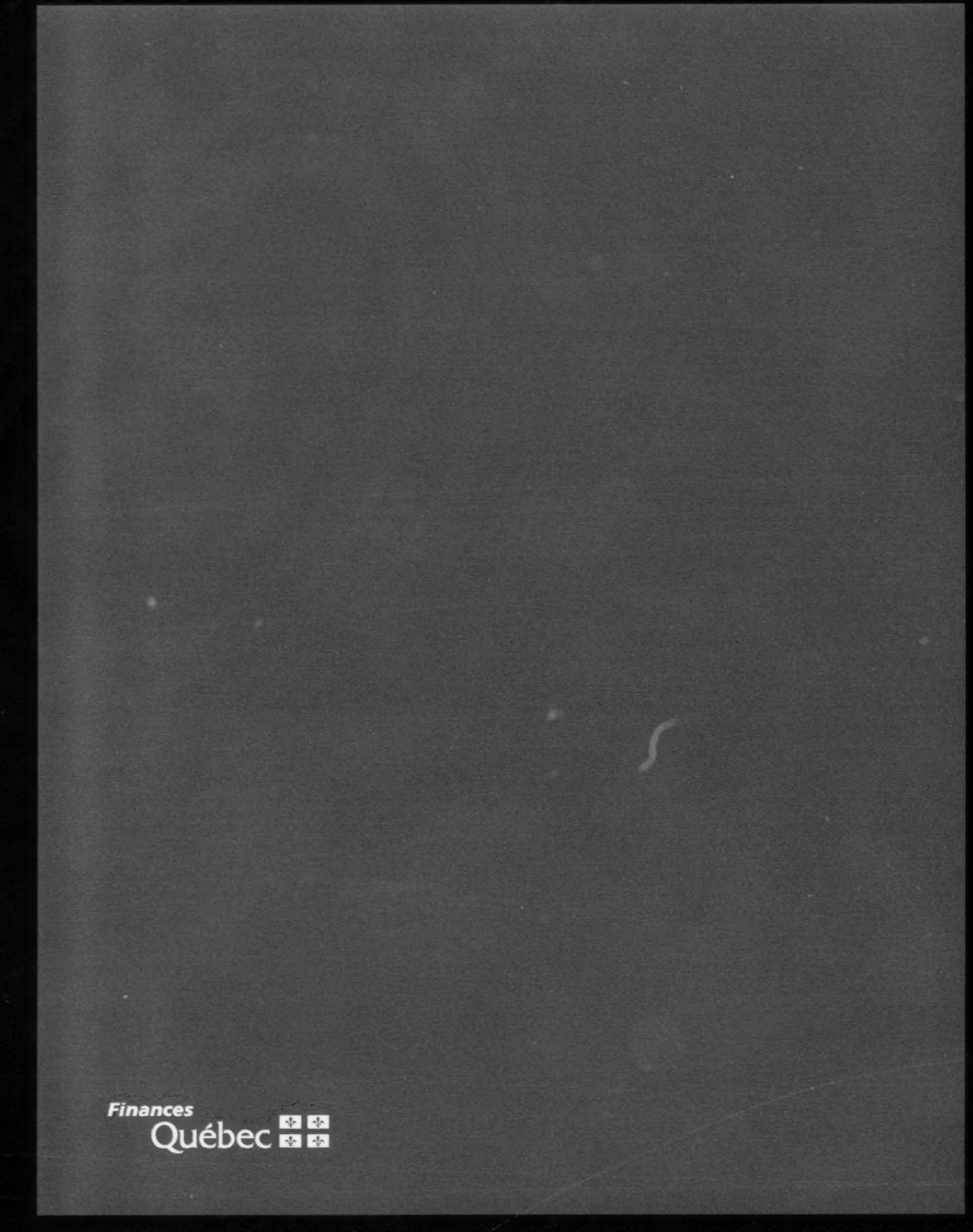
LES COTES DE CRÉDIT

AGENCE	COTE	PERSPECTIVE
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	A+	Stable
Dominion Bond Rating Service (DBRS)	A (high)	Stable
Fitch Ratings (Fitch)	AA-	Stable
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable

ÉCHÉANCIER DE LA DETTE À LONG TERME AU 31 MARS 2011[P]

(en millions de dollars)

P : Résultats préliminaires.
Note : Dette directe du fonds consolidé du revenu, dette contractée pour effectuer des avances au Fonds de financement et dette de Financement-Québec.


Finances
Québec